



PARIS LA TRANSALPINE ORGANISAIT LUNDI UN COLLOQUE AU PALAIS DU LUXEMBOURG

Lyon-Turin : le calendrier final se précise

Le Quai d'Orsay, expliquait un di dans les locaux du Sénat le délégué interministériel pour le Lyon-Turin, Claude Gressier, fait tout pour que la ratification des derniers traités entre la France et l'Italie intervienne d'ici la fin de l'année, comme prévu. Côté italien, précise Paolo Foietta, commissaire extraordinaire du gouvernement, tout le travail préliminaire à cette ratification, ainsi qu'à la mobilisation des finances publiques, est fait.

Côté financier, en France tout n'est pas clair. Le député Michel Destot et le sénateur Michel Bouvard avaient, il y a un an, préconisé une "Eurovignette", surpéage sur certains itinéraires du Sud-Est.

Les recettes auraient couvert les deux tiers de la quote-part française au financement du tunnel de base entre Saint-Jean-de-Maurienne et Susa (200 millions d'euros par an pendant dix ans). Or « la Suisse, malgré ses taxes, est déjà 30 % moins chère que les péages autoroutiers et de tunnel français », fait remarquer Claude Gressier.

Loi de finances 2017, une étape clé

Matignon serait donc dans le doute sur l'opportunité d'une Eurovignette. Pour Michel Bouvard, interrogé sur le sujet, le gros de cette surtaxe porterait toutefois sur le plus gros flux transalpin de poids lourds, celui passe par Vintimille, un trafic Est-Ouest que la Suisse ne peut pas

capturer.

Quoi qu'il en soit, il faudra, pour rassurer l'Europe sur la volonté de la France, instaurer le principe de l'Eurovignette dans la loi de finances pour 2017. Si le Gouvernement ne le propose pas, un amendement parlementaire peut s'en charger. La mise en œuvre de l'Eurovignette n'interviendra pas avant la fin 2017, date du début des travaux.

Pour la partie italienne, « on a déjà beaucoup perdu de temps dans ce dossier, il ne faut pas rater le dernier train », insiste Paolo Foietta.

L'info en +

La visite de François Hollande reportée

Le président de la République ou, à défaut, le Premier ministre Manuel Valls, était pressenti pour lancer officiellement, le 11 juillet, le creusement au tunnelier de la galerie de Saint-Martin-la-Porte. Cette visite n'aura pas lieu à cette date, pour des questions d'agenda qui seraient plutôt celles du président du conseil italien Matteo Renzi, lui aussi attendu. Les protocoles français et italien sont à la recherche d'une nouvelle date en juillet, août étant peu favorable à ce type de rendez-vous.

Le tunnel de base ne sera opérationnel qu'en 2030, et pendant ce temps le rail continu à perdre des parts de marché par rapport à la route, et la ligne historique par

rapport à la Suisse. « Il y a 60 ans, 100 % de notre trafic passait par le Mont-Cenis, aujourd'hui c'est 85 % par la Suisse » avoue ainsi Livio Ambrogio, président du groupe italien éponyme, spécialisé dans le transport combiné.

Dans l'attente, la solution est de développer le service d'autoroute ferroviaire alpine, existant aujourd'hui entre Aiton et Orbassano. Dans ce dossier, « la procrastination de l'État est l'allié objectif de tous les opposants au Lyon-Turin », estime Patrick Mignola, vice-président d'Auvergne Rhône-Alpes. Pour lui, il faut vite prolonger l'Afa jusqu'à Grenay, « et aller jusqu'à la saturation de la ligne actuelle », sachant que seul le tunnel de base peut résoudre l'équation d'un report modal massif, et de la grande vitesse pour les voyageurs.

« Faire passer le TGV par la ligne actuelle, c'est mettre une Ferrari sur un sentier muletier », estime Paolo Foietta, et pour les marchandises, « cetteligne est la pire » de toutes les Alpes. Cela dit, l'Italie est prête à faire passer cinq navettes de plus par jour, et à agrandir le terminal d'Orbassano. « Il nous faut les mêmes réponses côté français », ajoute-t-il, agacé par l'échec d'une réunion, la semaine dernière, sur ce sujet.

L'info en +

La visite de François Hollande



reportée

Le président de la République ou, à défaut, le Premier ministre Manuel Valls, était pressenti pour lancer officiellement, le 11 juillet, le creusement au tunnelier de la galerie de Saint-Martin-la-Porte. Cette visite n'aura pas lieu à cette date, pour des questions d'agenda qui seraient plutôt celles du président du conseil italien Matteo Renzi, lui aussi attendu. Les protocoles français et italien sont à la recherche d'une nouvelle date en juillet, août étant peu favorable à ce type de rendez-vous.



■